



Obs'COP 2024 : l'urgence climatique cède du terrain face à la préoccupation économique

Paris, le 13 novembre 2024 - Ipsos et EDF publient la 6^{ème} édition de l'Observatoire International Climat et Opinions Publiques. Menée auprès d'un échantillon de 23 500 personnes dans 30 pays, cette grande enquête représente un état des lieux international des opinions, connaissances, attentes et niveaux d'engagement face au changement climatique. Alors que les préoccupations économiques prennent le pas sur celles environnementales, notamment en France, l'étude révèle un recul de l'inquiétude climatique et une montée du scepticisme à l'échelle mondiale.

1/ En France comme ailleurs dans le monde, la priorité environnementale recule et le changement climatique inquiète de moins en moins

- Alors que les perspectives économiques se dégradent en Europe ou en Asie, les populations sont davantage soucieuses de soutenir la croissance économique, au détriment de l'environnement. En effet, lorsqu'ils sont confrontés au dilemme entre priorité environnementale et priorité à la croissance et aux emplois, une majorité relative des répondants à notre enquête mondiale continue certes de prioriser l'environnement, mais ce choix décline (46%, -7 points en 6 ans) au profit d'une priorité donnée à la croissance économique (38%, +4 points en 6 ans). **La France n'échappe pas à la règle** : en 6 ans, la priorité à la croissance économique y a progressé de 10 points, tandis que celle donnée à l'environnement chute de 7 points.
- Le changement climatique occupe une place importante parmi les sujets de préoccupation dans le monde (2^{ème} place) et en France (4^{ème} place). Pourtant, **l'inquiétude qu'il génère est en recul depuis trois ans à l'échelle globale (40% de « très préoccupés », -3 points)**. En France, le niveau de préoccupation baisse également, passant de 35% à 29% en 3 ans, dans un contexte où les tensions géopolitiques et économiques dominent les préoccupations. Ainsi, les conflits armés sont la seconde préoccupation des Européens (50%) après le coût de la vie (57%).

2/ Bien que le climato-scepticisme persiste au sein de la population française, celle-ci se montre assez peu sensible aux « fake news climatiques » :

- **Si le changement climatique est une réalité qui fait consensus pour 9 Français sur 10** (90% sont d'accord avec le fait que nous vivons effectivement un changement climatique, +1), **un tiers de la population reste « climatosceptique »** (33%, -2) **c'est-à-dire conteste encore l'existence du changement climatique** (10%, =) **ou doute du fait que les activités humaines en soient la principale cause** (23%, -2). À l'échelle mondiale, les résultats sont plus préoccupants car la tendance est à une accentuation régulière du scepticisme : +7 points en 6 ans.
- Concernant les *fake news* climatiques qui peuvent circuler, notamment sur les réseaux sociaux, (par exemple le fait que les scientifiques minimiseraient l'influence du soleil sur le réchauffement climatique, ou bien que 2-3 degrés d'augmentation de la température moyenne n'auraient pas de conséquences graves sur nos vies), **les Français sont globalement moins sensibles à ces fausses vérités** que dans le reste du monde. Une **exception néanmoins concerne le bilan carbone de la voiture électrique** : alors que les études montrent que sur l'ensemble du cycle de vie, incluant la production, l'usage et le recyclage, un véhicule électrique émet entre 2 et 6

fois moins de gaz à effet de serre qu'un véhicule thermique¹, 71% de la population française pense que les voitures électriques sont aussi nocives pour le climat que les modèles à moteurs thermiques (contre 50% de la population mondiale). Les Français ne sont pas seuls à contester l'avantage écologique du véhicule électrique : l'argument trouve aussi beaucoup de supporters chez les Tchèques (67%), les Belges (66%), les Polonais (62%) et les Allemands (60%).

3/ Pour limiter le changement climatique, des attentes fortes envers les pouvoirs publics et les entreprises

- **L'appel à l'action pour limiter le changement climatique est majoritairement dirigé vers les gouvernements (70% à l'échelle mondiale, 69% en France)**, viennent ensuite, mais assez nettement derrière, les consommateurs eux-mêmes (41% à l'échelle mondiale, contre 51% en France) puis les entreprises (35% seulement à l'échelle mondiale, mais 58% en France). **La France se singularise donc par une interpellation plus forte de la responsabilité environnementale des entreprises.**
- Les Français jugent sévèrement les actions menées jusqu'à présent : moins de 40% estiment que les entreprises, le gouvernement ou les autorités locales agissent efficacement.
- Une illustration de cette insatisfaction : dans le domaine de la préparation de la France aux conséquences du changement climatique, **moins d'un tiers de la population (31%) a le sentiment que des mesures d'adaptation ont été mises en place par le gouvernement ou les autorités locales.** Un résultat qui se situe bien en retrait de la moyenne des autres pays du monde (45%), mais qui est proche de la moyenne européenne (36%), alors même **qu'un Français sur cinq (22%) pense être contraint d'ici 10 ans de changer de lieu d'habitation** compte tenu du changement climatique (15% en Europe).

4/ La mise en cause des modes de vie : une injonction de moins en moins efficace

- Parce qu'ils ont le sentiment d'en faire déjà beaucoup, les **citoyens semblent de moins en moins disposés à modifier et à adapter leur mode de vie (45%, -8 points en 6 ans)**. L'alternative qui consiste à parier sur le progrès scientifique et technologique, n'est pas encore majoritaire (34%) car 21% ne choisissent ni l'une ni l'autre de ces deux solutions. Néanmoins, ce pari technologique progresse depuis 6 ans (+5 points) et il est déjà majoritaire en Chine, notamment (46%).
- Bien que les Français continuent d'adapter leur mode de vie à une - faible - majorité de 51%, contre 26% pour l'option technologique, ces chiffres évoluent : le levier du mode de vie a baissé de 13 points en 6 ans, tandis que l'option techno-solutionniste progressait de 10 points. Les Français rejoignent donc peu à peu le reste de la population mondiale qui supporte de moins en moins une injonction sans doute perçue comme injuste et culpabilisante.
- L'inefficacité de cette injonction se manifeste par le fait que **les efforts des Français au quotidien baissent depuis deux ans dans presque tous les domaines**, notamment en ce qui concerne le recours à la voiture (31% l'évitent systématiquement ou presque lorsque c'est possible, -6 points) ou à l'avion (32% l'évitent systématiquement ou presque lorsque c'est possible, -4 points). Pourtant, les Français sont encore parmi les bons élèves des 30 pays étudiés, avec des pratiques plus fréquentes de sobriété énergétique, notamment.
- Lorsqu'il est question de politiques publiques que l'on pourrait adopter pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, **les Français continuent de rejeter massivement celles qui impliqueraient de nouvelles taxes venant contraindre encore plus leur pouvoir d'achat, en particulier en ce qui concerne leurs véhicules** : seuls 26% jugeraient acceptable l'instauration d'un péage urbain à l'entrée des grandes villes (=), et 32% le fait de rendre plus chères les énergies produisant du CO₂ comme le gaz et l'essence (+3). Un point à noter particulièrement sur l'avenir de la voiture thermique, l'interdiction de leur vente d'ici 2035 est de moins en moins

¹ https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/21211_VraiFaux-Vehicules-electriques-1.pdf

acceptée en France (34% d'acceptabilité, -7 points en 4 ans) mais également dans l'ensemble des pays européens (moyenne Europe 37%, -9 points).

Retrouver l'intégralité des résultats de l'observatoire sur : www.edf.fr/observatoire

À propos de cette étude

Enquête Ipsos pour EDF menée du 27 août au 1er octobre 2024 auprès de 23 500 personnes interrogées dans 30 pays : Afrique du Sud, Allemagne, Arabie Saoudite, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Corée du Sud, Égypte, Émirats Arabes Unis, Espagne, États-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Maroc, Mexique, Nigeria, Norvège, Pologne, République Tchèque, Royaume-Uni, Singapour, Suède, Turquie. Enquête réalisée auprès d'échantillons représentatifs de la population âgée de 16 ans et plus dans chaque pays. Méthode des quotas appliquée au sexe, à l'âge, à la profession, à la région et à la catégorie d'agglomération. En France, 1000 personnes représentatives de la population française âgée de 16 ans et plus ont été interrogées.

À propos d'EDF

Acteur majeur de la transition énergétique, le groupe EDF est un énergéticien intégré, présent sur l'ensemble des métiers : la production, la distribution, le négoce, la vente d'énergie et les services énergétiques. Leader des énergies bas carbone dans le monde avec une production décarbonée de 434 TWh ⁽¹⁾, le Groupe a développé un mix de production diversifié basé principalement sur l'énergie nucléaire et renouvelable (y compris l'hydraulique) et investit dans de nouvelles technologies pour accompagner la transition énergétique. La raison d'être d'EDF est de *construire un avenir énergétique neutre en CO2 conciliant préservation de la planète, bien-être et développement, grâce à l'électricité et à des solutions et services innovants*. Le Groupe fournit de l'énergie et des services à environ 40,9 millions de clients ⁽²⁾ et a réalisé un chiffre d'affaires de 139,7 milliards d'euros en 2023.

(1) cf. [URD 2023 d'EDF](#), sections 1.2.3, 1.3.2 et 3.1

(2) Les clients sont décomptés par site de livraison ; un client peut avoir deux points de livraison.

Contact presse

service-de-presse@edf.fr / 01 40 42 46 37

N'imprimer ce communiqué que si vous en avez l'utilité.

EDF SA
22-30 avenue de Wagram
75382 Paris cedex 08 - France
Capital de 2 084 365 041 euros
552 081 317 R.C.S. Paris
www.edf.fr

Contacts

Presse :
service-de-presse@edf.fr / 01 40 42 46 37
Analystes & Investisseurs :
edf-irteam@edf.fr